

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



NORVAL

Z.I. Le Bois de la Mare
76480 BERVILLE SUR SEINE

Références : UDRD.2022.05.CD.42.SB.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement NORVAL implanté Z.I. Le Bois de la Mare 76480 BERVILLE SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Du 25 avril au 13 mai 2022, une opération régionale de contrôle inopiné s'est tenue en Normandie auprès d'installations classées pour la protection de l'environnement. Cette action « coup de poing - tri à la source des déchets 7 Flux » vise à s'assurer que la gestion des déchets, notamment des installations envoyant plus de 100 tonnes de déchets non dangereux à l'enfouissement ou à l'incinération par an, est conforme à la réglementation en matière de tri à la source des producteurs de certaines catégories de déchets (bois, papier/carton, verre, métaux, plastiques, fraction minérale et plâtre des déchets de construction et démolition) dont l'élimination est interdite.

Dans le cadre de cette action, le site de NORVAL a été retenu car l'exploitant a indiqué dans sa déclaration GEREP au titre de l'année 2021 avoir éliminé près de 4 800 t de déchets non dangereux en installations de stockage de déchets non dangereux non inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORVAL
- Z.I. Le Bois de la Mare 76480 BERVILLE SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005800310
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est autorisé, par arrêté préfectoral du 1 juillet 2005 modifié (par arrêté du 29 février 2016) à exploiter des installations de transit, de tri, de valorisation et de broyage de déchets d'équipements électriques et électroniques et métalliques et autres matière recyclables.

L'inspection s'est ainsi attachée le jour de la visite à vérifier l'obligation de tri (7 flux) à la source des déchets afin de permettre la valorisation des catégories de déchets les plus consommateurs de ressources et les plus recyclables (et non leur enfouissement), et le respect par sondage de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2005 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Coup de Poing "Tri à la source des déchets 7 Flux".
- vérification par sondage de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 2005 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Tri à la source des déchets 7 Flux : Attestation de valorisation	Code de l'environnement du 10/03/2016, article D. 543-283	/	Sans objet
Contenu des bennes à destination de l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3	/	Sans objet
Suites de la visite du 24/02/21	Autre du 10/03/2021, article Ecart n°s 1 et 2 du rapport d'inspection	/	Sans objet
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.13.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GEREPE	Arrêté Ministériel du 31/01/2012, article 1	/	Sans objet
Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 11/07/2011, article R. 541-43 et arrêtés ministériels du 29 février 2012 et 31 mai 2021	/	Sans objet
Caractérisation des bennes à destination de l'élimination	Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-IV et AM du 16/09/2021	/	Sans objet
Valeurs limites de rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.13	/	Sans objet
Recyclage et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.3	/	Sans objet
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés le jour de la présente visite, l'inspection formule les 4 demandes suivantes :

Demande n° 2022-05/1 :

L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous délai d'un mois, les attestations annuelles de valorisation pour l'année 2021 .

Demande n° 2022-5/2 :

L'exploitant transmettra, au plus tard sous un délai d'un mois, le ou les bordereaux de suivi de déchets des motoréducteurs (DEEE) évacués du site dans les filières dûment autorisées. Il veillera à ne plus mélanger les DEEE avec les déchets de ferraille et à les stocker à l'abri sur une zone étanche.

Demande n° 2022-05/3 :

L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois, les bons d'enlèvement et/ou les bordereaux de suivi de déchets de cailloux-fils extraits de la zone hors dalle dans les filières dûment autorisées.

Demande n° 2022-5/4 :

L'exploitant réalisera, au plus tard sous un délai de 15 jours, le contrôle des 4 poteaux incendie individuellement mais également en fonctionnement simultané par un organisme extérieur habilité afin de vérifier le débit minimal de 60 m³/h sous une pression de 1 bar. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection.

4 observations sont par ailleurs formulées ci-dessous. Il appartient à l'exploitant de prendre les mesures appropriées pour y remédier. Ces points pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2012, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : réalisation de la déclaration au titre de l'année 2021
Constats : L'exploitant a bien renseigné sa déclaration GERE au titre de l'année 2021. L'inspection constate quelques erreurs de codes D/R associés aux déchets, notamment l'indication R5 (recyclage ou récupération d'autres matières inorganique) ou encore R3 (Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants) pour des opérations de valorisation d'un déchet de métaux ferreux (code déchet 19 12 02) et non ferreux (code déchet 19 12 03) au lieu de la mention R4 (recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques). L'exploitant précise que ce sont des erreurs de copier/coller au moment de la déclaration, et présente ses registres déchets entrées/sorties 2021 dont les quantités semblent cohérentes (après sondage sur deux codes déchets) avec celles déclarées dans GERE.
Observations : Observation n° 2022-05/1 : L'exploitant veillera à bien identifier et renseigner les bons codes D/R associés aux déchets dans sa déclaration GERE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tri à la source des déchets 7 Flux : Attestation de valorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/03/2016, article D. 543-283
Thème(s) : Risques chroniques, Section 18 : 7 flux
Prescription contrôlée : <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.</p>
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection, le jour de la visite, les attestations annuelles de valorisation pour l'année 2021 (dont le contenu doit être conforme à l'arrêté ministériel du 18 juillet 2018 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement) pour : <ul style="list-style-type: none">• les déchets en mélange de bois, papier/cartons, plastiques (30,96 tonnes en 2021) qu'il a expédié en vue d'une valorisation chez son prestataire ;• et les déchets de résidus de broyage en mélange de véhicules hors d'usage (contenant des métaux et plastiques) en provenance des broyeurs agréés locaux qu'il a collectés en vue d'une valorisation. <p>Demande n°2022-05/1 : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous délai d'un mois, les attestations de valorisation susmentionnées.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2011, article R. 541-43 et arrêtés ministériels du 29 février 2012 et 31 mai 2021
Thème(s) : Risques chroniques, Registre chronologique déchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des déchets conforme aux dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement (applicable jusqu'au 31 décembre 2021) pour : <ul style="list-style-type: none">• les déchets entrants classés par producteur, avec les noms et adresses de l'installation expéditrice et du transporteur, la date de réception du déchet, la nature du déchet (code de la nomenclature déchet), la quantité du déchet entrant, le bordereau de suivi de déchets et le code du traitement qui va être effectué sur site ;• et pour les déchets sortants classés par destinataire, avec les noms et adresses de l'installation vers laquelle le déchet est expédié et des transporteurs, la date de l'expédition du déchet, la nature (code de la nomenclature déchet) et quantité du déchet sortant, le bordereau de suivi de déchets et le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié et la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. Par contre, les registres ne sont pas encore conformes aux dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, applicable depuis le 1er janvier 2022. Les registres ne spécifient pas notamment les numéros de SIRET du producteur initial et expéditeur des déchets, et le registre des déchets sortants n'indique pas non plus l'origine du déchet (nom, adresse et SIRET du producteur initial). Les déchets de plastique bromés (issus du tri des plastiques d'écrans, petits appareils ménagers, coques) sont quant à eux bien évacués vers une filière de valorisation énergétique (code R1 pour l'incinération).
Observations : Observation n° 2022-05/2 :L'exploitant veillera à compléter les informations dans ses registres déchets afin de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé fixant le contenu des registres déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contenu des bennes à destination de l'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;</p> <p>3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;</p> <p>4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;</p> <p>5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;</p> <p>6° A compter du 1er janvier 2028, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 50 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4°.</p>
<p>Constats : L'inspection n'a pas constaté la présence de benne de déchets industriels banals (DIB) non dangereux à destination directe de l'enfouissement le jour de la visite. Elle a toutefois observé la présence d'une benne de DIB composée majoritairement d'un mélange de déchets de plastique, carton et bois, et de deux bennes de déchets de métaux liés à l'activité du site. Selon les dires de l'exploitant, la benne de DIB transite par un centre de tri avant d'être évacuée en centre d'enfouissement.</p> <p>L'inspection constate la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) dans une benne de déchets de métaux, ainsi que des motoréducteurs électriques (DEEE) posés sur une palette. Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 12 mai 2022 avoir retiré les DEEE de la benne à ferraille, et évacué les motoréducteurs dans une filière dûment autorisée .</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants destinés à l'enfouissement, ces dernière ne peuvent contenir, en masse, plus de 30 % de métal, 30 % de plastique, 30 % de bois, 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres et/ou 50 % de plâtre.</p> <p>Demande n° 2022-5/2: L'exploitant transmettra, au plus tard sous un délai d'un mois, le ou les bordereaux de suivi de déchets des motoréducteurs (DEEE) évacués du site dans les filières dûment autorisées. Il veillera à ne plus mélanger les DEEE avec les déchets de ferraille et à les stocker à l'abri sur une zone étanche.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Caractérisation des bennes à destination de l'élimination

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/09/2021, article R.541-48-3-IV et AM du 16/09/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Installations de stockage
Prescription contrôlée : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
Constats : L'exploitant n'a procédé à aucune caractérisation des bennes destinées à l'enfouissement le jour de la visite et n'a rédigé aucun rapport de caractérisation annuel. Il ne dispose pas non plus d'attestation sur l'honneur et de rapport annuel de caractérisation fournis par ces clients producteurs des déchets. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit disposer et transmettre au centre d'enfouissement les attestations sur l'honneur prévues par l'article L.541-48-4 et signées par les représentants légaux des producteurs de déchets qu'il collecte en vue d'une élimination, afin de justifier que ceux-ci respectent bien leurs obligations de tri et n'éliminent que des déchets ultimes. L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours par ce même producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit réaliser ou transmettre un rapport annuel de caractérisation des déchets éliminés avant le 30 juin 2022 à l'exploitant de l'ISDND pour l'année 2022.
Observations : Observation n° 2022-05/3: L'exploitant veillera à réaliser et transmettre un rapport annuel de caractérisation des déchets éliminés avant le 30 juin 2022 à l'exploitant de l'ISDND pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suites de la visite du 24/02/21

Référence réglementaire : Autre du 10/03/2021, article Ecart n°s 1 et 2 du rapport d'inspection
Thème(s) : Autre, Evacuation déchets cailloux-fils et relevé hauteur d'eau
Prescription contrôlée : Écart n° 1 : L'exploitant procédera, au plus tard dans un délai de trois mois, à l'évacuation du tas de déchets cailloux-fils dont les bordereaux de suivi seront transmis à l'inspection. Écart n° 2 : L'exploitant relèvera chaque mois la hauteur d'eau de la réserve incendie qu'il consignera dans un registre afin de s'assurer du volume nécessaire.
Constats : L'inspection constate que le tas de déchets cailloux-fils qui était encore présent lors de la précédente visite a bien été évacué le 5 avril 2022 dans une filière de recyclage (bon d'enlèvement à l'appui), pour un tonnage total d'environ 59 tonnes. Toutefois, l'inspection constate toujours la présence de cailloux-fils en surface. Après la visite, l'exploitant s'est engagé, dans son courriel du 12 mai 2022, à racler en surface les zones hors dalle (même sur les talus) présentant encore des déchets de cailloux fils, de les traiter sur site (en zone étanche) par criblage afin de séparer les flux de fils électriques des terres/cailloux, et d'évacuer les déchets dans les filières dûment autorisées. L'inspection constate que la hauteur d'eau de la réserve incendie est correctement contrôlée à l'aide d'un afficheur et inscrite dans un registre tous les mois afin de s'assurer du volume minimal nécessaire. La hauteur est mesurée à 3,8 m le jour de la visite pour une hauteur minimale de 3,2 m (correspondant à un volume de 750 m³). Demande n°2022-05/3: L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois, les bons d'enlèvement et/ou bordereaux de suivi de déchets de cailloux-fils extraits de la zone hors dalle dans les filières dûment autorisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejets des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.1.13
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement autonome
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires en sortie de la station d'épuration doivent respecter les concentrations et flux maximum autorisés dans le tableau indiqué à l'article 3.1.13.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.
Constats : L'inspection constate que les analyses sur les rejets d'eau résiduaires sont réalisées régulièrement et que le nouveau paramètre NaCl lié au nouveau process de tri/séparation des plastiques par flottaison est bien intégré aux paramètres à mesurer. La dernière analyse de février 2022 relève une teneur pour le paramètre NaCl de 3,7 g/l, inférieure à la valeur limite autorisée de 5 g/l. L'inspection n'a pas relevé de dépassement sur les autres paramètres mesurés, ni lors du dernier contrôle inopiné réalisé en mai 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recyclage et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, stockage des déchets avant élimination
Prescription contrôlée : les déchets sont collectés de manière sélective dans les différents ateliers et triés. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux sont stockés séparément de façon claire. Chaque déchet est clairement identifié et repéré, notamment pour éviter les mélanges entre les produits intermédiaires et les déchets dangereux.
Constats : L'inspection constate que les déchets non dangereux et dangereux (plastiques bromés) issus du tri des plastiques ne sont pas correctement identifiés ni séparés, ce qui ne permet pas d'éviter les mélanges entre les produits intermédiaires et les déchets dangereux. Ils débordent d'ailleurs des zones alvéolaires. Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 12 mai 2022 avoir identifié visiblement les tas, y compris les produits intermédiaires, et séparé le tas de plastiques bromés issu du tri de la machine Xpert (photographies à l'appui).
Observations : Observation n° 2022-5/4: L'exploitant veillera à toujours bien identifier et séparer les tas de déchets non dangereux des tas de déchets dangereux (plastiques bromés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : L'exploitant procède annuellement à la vérification des moyens de lutte contre l'incendie, des installations électriques, des extincteurs, des dispositifs de sécurité.
Constats : L'inspection constate que les installations électriques du site ont été vérifiées du 2 au 3 novembre 2021 par un organisme extérieur agréé, dont le rapport Q 18 conclut qu'elles ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Les extincteurs ont également fait l'objet de contrôle le 20 juillet 2021, dont le rapport précise que 2 extincteurs défectueux ont été remplacés. Les 15 appareils du système de désenfumage du hangar 4 (où se situe le nouveau process de séparation des plastiques par flottaison) ont été vérifiés le 12 juillet 2021 par un organisme extérieur agréé et jugés en bon état de fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2005, article 4.13.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'eau incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un réseau d'eau incendie alimentant quatre poteaux incendie de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à au moins 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures. Les quatre poteaux débitent simultanément 60 m ³ /h chacun. Le volume de la réserve d'eau incendie est contrôlé régulièrement afin de s'assurer du volume nécessaire (740 m ³ depuis l'incendie de 2019).
Constats : L'inspection constate que les 4 poteaux incendie du site ont fait l'objet d'un contrôle par un organisme habilité le 5 octobre 2021, et dont le rapport conclut qu'un des poteaux incendie ne serait pas opérationnel. L'exploitant indique avoir vérifié ce poteau qui fonctionne correctement, et ne comprend pas les conclusions du rapport. L'inspection n'a pas eu le temps de tester le poteau incendie le jour de la visite. Après la visite, l'exploitant indique avoir testé à nouveau les 4 poteaux incendie et confirme leur bon fonctionnement. Il s'est engagé, dans son courriel du 12 mai 2022, à refaire contrôler les poteaux incendie individuellement mais également en fonctionnement simultané par un organisme extérieur habilité.
Demande n° 2022-5/4 :L'exploitant réalisera, au plus tard sous un délai de 15 jours, le contrôle des 4 poteaux incendie individuellement mais également en fonctionnement simultané par un organisme extérieur habilité afin de vérifier le débit minimal de 60 m ³ /h sous une pression de 1 bar. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe :

1) Planche photographique des constats réalisés lors l'inspection du 5 mai 2022.



Benne DIB à destination d'un prestataire de tri



Zone de cailloux fils à racler en surface du talus et à évacuer du site



Présence de déchets cailloux fils en surface à racler et éliminer



Motoréducteur (DEEE) sur palette à même le sol à évacuer



Présence de DEEE dans la benne à ferraille à trier



Poteau incendie non fonctionnel d'après le rapport de contrôle, à faire vérifier



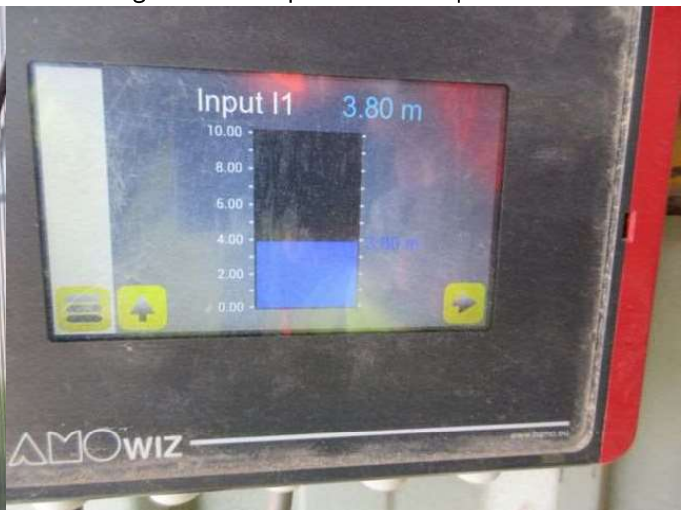
Tas de déchets de plastiques et produit intermédiaire à identifier sur site



Flux de résidus de broyage de VHU après un premier criblage avant récupération de la partie ferraille



Cuves de rétention de 25 m³ pour le process de tri des plastiques par flottaison



Afficheur de mesure de la hauteur d'eau dans la réserve incendie

2) Photographiques transmises par l'exploitant dans son courriel du 12 mai 2022 après la visite d'inspection du 5 mai 2022.



benne à ferraille sans DEEE



Identification des tas de déchets



Séparation des tas de déchets de plastiques bromés et non bromés